

# TENSIONS ENTRE L'OTAN ET LA RUSSIE : RISQUE DE CONFRONTATION MILITAIRE ?

PAUL QUILÈS \*



Les relations entre l'Otan et la Russie n'ont jamais été franchement bonnes, au moins depuis l'intervention alliée contre les forces serbes pour venir au secours des Kosovars sans mandat du Conseil de sécurité des Nations unies (mars-juin 1999). Les griefs de la Russie à l'égard des États-Unis et de l'Otan sont nombreux et anciens. Ils ont été détaillés par le président Poutine en février 2007 lors de la rencontre annuelle de Munich sur la sécurité avec une brutalité qui a surpris de nombreux observateurs : recours à la force sans accord du Conseil de sécurité, blocage du processus de désarmement conventionnel en Europe, construction d'un système de défense contre les missiles balistiques susceptible de porter atteinte à la crédibilité de la dissuasion russe, extension de l'Otan jusqu'aux frontières de la Russie, recherche par les États-Unis d'une position hégémonique dans le monde. De leur côté, les États-Unis et l'Union européenne multipliaient également les reproches à l'égard de la Russie : usage abusif du veto au sein du Conseil de sécurité en présence de crises humanitaires, violations massives des droits de l'homme par les autorités russes, notamment en Tchétchénie, atteinte à la souveraineté de plusieurs anciennes Républiques soviétiques comme la Moldavie ou la Géorgie, refus de reconnaître le droit de tout État à choisir ses

---

\* PRÉSIDENT DE L'IDN (INITIATIVES POUR LE DÉARMEMENT NUCLÉAIRE).

alliances, développement d'une propagande anti-occidentale et anti-américaine.

Pourtant, dans les années qui ont immédiatement suivi la dissolution du Pacte de Varsovie et la fin de la guerre froide, la Russie avait semblé se rapprocher durablement des États-Unis et de l'Otan : elle participait aux côtés de tous les autres pays du continent européen, des États-Unis et du Canada à une nouvelle organisation permanente de sécurité : l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), créée en 1994. Cette organisation a vocation à organiser de manière coopérative la sécurité de l'ensemble du continent européen sur la base de dix principes agréés dès 1975 à Helsinki et comprenant notamment le refus de la menace ou de l'usage de la force, ainsi que le règlement pacifique des différends. La Russie avait également conclu avec l'Otan, comme les autres pays de l'ancien Pacte de Varsovie, un « partenariat pour la paix » en 1994. Une instance permanente de consultation et de coopération entre la Russie et l'Otan était créée en 1997 et devenait en 2002 le Conseil Otan-Russie. Parallèlement s'enclenchait une dynamique de désarmement : l'Otan se transformait radicalement en réduisant fortement ses capacités : l'effectif des forces américaines passait de plus de 200 000 à moins de 70 000 hommes, tous les alliés procédaient à des réductions comparables de leurs armées et les forces russes, beaucoup moins nombreuses, se repliaient en quasi-totalité sur le territoire de la Russie. Un traité sur les forces conventionnelles en Europe, entré en vigueur en juillet 1992, devait éliminer les disparités entre les armements classiques des différents pays européens, de l'Ouest comme de l'Est. De fortes réductions intervenaient également dans le domaine nucléaire : après l'élimination des « euromissiles » ou missiles nucléaires de portée intermédiaire (FNI) dès la fin des années 1980, on assistait à un retrait d'Europe de la plupart des armes nucléaires tactiques américaines, les armes russes comparables n'étant plus déployées qu'en Russie. Des négociations russo-américaines permettaient par ailleurs de notables réductions des armes stratégiques, selon un processus qui a mené à un plafond de 1 550 têtes déployées de part et d'autre dans le cadre du traité *New START* de 2010.

Aujourd'hui, les relations entre l'Otan et la Russie semblent avoir changé du tout au tout. À la suite des ingérences russes en Ukraine et de l'annexion de la Crimée par la Russie, les pays de l'Otan ont suspendu en avril 2014 toute coopération militaire avec

ce pays. Des sanctions d'une sévérité croissante ont été décrétées contre la Russie : elles entraînent notamment une quasi-paralyse des échanges financiers entre la Russie et les pays occidentaux. Les démonstrations de force se multiplient des deux côtés.

L'intervention militaire de la Russie aux côtés du régime du président Assad en septembre 2015 a encore détérioré les relations russo-occidentales. Les forces aériennes russes opèrent à présent dans le ciel syrien, tout comme celles de la coalition internationale constituée par les États-Unis pour combattre l'organisation dite « État islamique » en Syrie et en Irak. Là aussi, des risques d'incidents militaires graves subsistent malgré les accords ponctuels de « déconfliction » visant à les éviter.

Quelles sont les causes de ces tensions ? Pourrait-on assister à un affrontement entre forces russes et de l'Otan ? Dans ce cas, comment le prévenir ? Ya-t-il des initiatives qui pourraient conduire à la reprise du dialogue et à la restauration de la confiance dans la perspective d'une nouvelle architecture de sécurité euro-atlantique ?

### **Les obstacles structurels au rapprochement de l'Otan et de la Russie**

65

La situation actuelle de tension entre l'Otan et la Russie a des causes largement structurelles. Pendant plus de quarante ans, l'Europe avait été le terrain possible de l'affrontement de deux blocs militaires antagonistes (l'Otan et le Pacte de Varsovie). Cette menace avait conduit les pays d'Europe occidentale à rechercher la protection nucléaire américaine, à souhaiter la présence de soldats américains sur leur sol et à accepter leur *leadership*. L'Otan, qui était le cadre essentiel de la coopération entre l'Europe occidentale et les États-Unis en matière de sécurité et de défense, puisait sa légitimité dans cette situation.

Seul le général de Gaulle avait tenté un rééquilibrage des pôles européen et américain de l'Alliance. Son ambition était de faire de la France une puissance fédératrice des intérêts européens afin d'amener l'Europe à affirmer son autonomie stratégique à l'égard des États-Unis. Cette ambition s'est exprimée en octobre 1961 dans le Plan Fouchet et dans le Traité franco-allemand de l'Élysée (1963). Elle s'est heurtée au refus des autres pays européens, dont l'Allemagne, de s'engager dans une politique de contestation du *leadership* américain. Mais le général de Gaulle a continué sur la

même ligne, ce qui l'a conduit à décider en mars 1966 le retrait de la France des structures militaires intégrées de l'Otan (mais non de l'Alliance en tant que telle). Il considérait que l'autonomie stratégique de l'Europe pouvait rendre possible une entente pragmatique avec l'URSS.

Lorsque Mikhaïl Gorbatchev propose en 1988 la construction d'une « maison commune européenne » par l'établissement de relations de partenariat à l'échelle du continent, les réactions des gouvernements occidentaux sont généralement hésitantes. Ils craignent une manœuvre de division entre l'Europe occidentale et les États-Unis.

François Mitterrand formule alors l'idée de donner à cette « maison commune » un contenu concret à travers un ensemble d'accords paneuropéens non seulement de désarmement et de sécurité, mais aussi de coopération économique, scientifique et technologique. Fin 1989, François Mitterrand propose une confédération paneuropéenne incluant l'URSS. Le but n'est pas de s'opposer aux États-Unis, mais de trouver un cadre où les intérêts européens puissent être exprimés entre Européens. Ce projet échoue néanmoins pour deux raisons : la volonté des pays d'Europe centrale et orientale de rejoindre au plus vite l'Europe communautaire ; la crainte générale des Européens d'affaiblir l'Otan.

En effet, avec la fin de la confrontation des blocs militaires, l'Alliance atlantique semblait perdre beaucoup de sa signification politique et militaire. Son existence même paraissait pouvoir être remise en cause. On comprend que, dans ce contexte, toute démarche tendant à écarter les États-Unis d'un forum paneuropéen incluant l'URSS ne pouvait que susciter l'hostilité de tous ceux qui ne concevaient pas d'Europe sans *leadership* américain.

L'Alliance atlantique remplissait, dès sa création, trois fonctions fondamentales : enraciner la présence américaine dans le paysage stratégique européen ; arbitrer, grâce à cette présence, entre les intérêts stratégiques des Européens (en particulier, dans les premières années de l'organisation, intégrer l'Allemagne à la défense de l'Europe occidentale sans inquiéter ses partenaires) et surtout affranchir l'Europe occidentale des menaces ou pressions soviétiques. L'importance relative de ces trois fonctions s'est modifiée après la disparition des blocs, mais leur pertinence n'a pas été remise en cause : les Européens considèrent toujours la présence américaine comme nécessaire pour les prémunir contre un éventuel

retour offensif de la puissance russe ; ils sont attachés au *leadership* américain parce qu'il facilite la conciliation des intérêts stratégiques de tous les pays membres, quelle que soit leur puissance. Enfin, l'existence de l'Otan écarte l'hypothèse d'un droit de regard de la Russie sur la sécurité de l'Europe. La plupart des pays membres de l'Alliance refusent en effet toujours la perspective qu'une Russie, même démocratique, soit étroitement associée à l'Otan : pour limité que soit le poids économique de la Russie, sa position géopolitique, son statut militaire et politique, l'importance de sa population ne pourraient, à leurs yeux, que déséquilibrer l'Otan.

### **Un éloignement progressif, provoqué par des désaccords de fond entre la Russie et l'Otan**

Dès les années 1990, la Russie jugeait que les pays occidentaux refusaient toute réelle prise en compte de ses intérêts de sécurité, alors que cette perception russe était considérée comme excessive et injustifiée par l'Otan, qui mettait en avant ses propres offres de dialogue, depuis le partenariat pour la paix jusqu'au Conseil Otan-Russie. À ces griefs réciproques s'ajoutait une incompréhension fondamentale : la Russie refusait d'admettre qu'elle avait perdu la guerre froide en raison de l'échec économique, social et politique du système soviétique dont elle avait été partie prenante et l'Otan ainsi que l'Union européenne restaient sourdes aux messages que leur adressait la Russie.

Au début des années 1990, l'image de la Russie était profondément dégradée à l'Ouest : avec un PIB égal à celui du Portugal, la Russie était vue comme un pays en développement doté d'armes nucléaires. Le chaos de la transition, la corruption, l'enrichissement considérable des « oligarques » qui avaient mis la main sur les industries nouvellement privatisées, la répression brutale des indépendantistes tchéchènes, l'image désastreuse du président Eltsine, tout cela conduisait les pays de l'Otan à se représenter la Russie comme un pays faible, très éloigné des valeurs occidentales, auquel toutes les décisions occidentales pouvaient être unilatéralement imposées. En Russie, cette situation était vécue avec un profond sentiment d'humiliation.

En conséquence, l'idée d'intégrer la Russie sur un pied d'égalité dans les structures de sécurité euro-atlantiques n'a jamais été prise au sérieux à l'Ouest. L'OSCE est restée faible, sans statut juridique

solide, soumise à la règle paralysante du consensus et le *Partenariat pour la paix* entre la Russie et l'Otan dépourvu de contenu significatif.

L'évolution de l'Otan était en outre perçue par la Russie comme fondamentalement contraire à ses intérêts. Si la Russie a approuvé l'intervention aérienne de l'Otan en Bosnie-Herzégovine pour faire respecter l'interdiction de survol du pays au cours de l'année 1994, elle a exprimé son désaccord avec l'engagement direct de l'organisation à partir d'août 1995, estimant qu'il allait au-delà du mandat du Conseil de sécurité. Quant à l'intervention aérienne de l'Otan lors de la crise du Kosovo en 1999, la Russie l'a expressément condamnée en raison de l'absence d'autorisation du Conseil de sécurité. Alors que l'Otan se cherchait une nouvelle légitimité dans les missions de gestion des crises, la Russie insistait pour que ces missions restent sous le contrôle étroit du Conseil de sécurité, conformément à la Charte des Nations unies, et donc potentiellement soumises à son veto et à celui de la Chine.

Plus encore que la gestion des crises, c'est toutefois l'élargissement de l'Otan aux pays d'Europe centrale et orientale qui a profondément inquiété la Russie. Dès la dissolution du Pacte de Varsovie en 1991, avant même l'éclatement de l'URSS, Moscou exprimait son opposition à cet élargissement. Toutefois, sous la pression des États-Unis et des pays d'Europe centrale, les dirigeants alliés affirmaient en janvier 1994 que l'Alliance restait ouverte à l'adhésion d'autres États européens. En 1997, la Hongrie, la Pologne et la République tchèque sont invitées à adhérer à l'Otan. Une modeste contrepartie est concédée à la Russie : la signature d'un *Acte fondateur* sur les relations, la coopération et la sécurité mutuelles qui lui accorde deux garanties : les Alliés affirment « qu'ils n'ont aucune intention, aucun projet et aucune raison de déployer des armes nucléaires sur le territoire de nouveaux membres ». Ils s'engagent en outre à éviter le « stationnement permanent supplémentaire d'importantes forces de combat » sur ce territoire. Par ailleurs un mécanisme permanent de coopération est créé sous la forme d'une instance spécifique, dénommée en 2002 Conseil Otan-Russie.

Selon les dirigeants russes, les Occidentaux avaient promis à l'URSS, pour lui faire accepter le maintien dans l'Alliance de la future Allemagne unifiée, qu'il n'y aurait pas d'extension de l'Otan au-delà de l'ancienne ligne de séparation des deux blocs. De fait, le traité d'unification de l'Allemagne exclut la présence de troupes étrangères et de forces nucléaires sur le territoire de l'ex-RDA. Dans

l'esprit des négociateurs de ce traité, il n'était donc pas envisagé, dans le contexte de l'année 1990, d'étendre l'Otan au-delà de l'ancien « rideau de fer », ce que rappelle fréquemment Mikhaïl Gorbatchev. Aucun engagement écrit n'a été pris sur ce point par les Occidentaux mais, lorsque le processus d'élargissement de l'Otan a été lancé, les responsables politiques russes se sont sentis trompés. Aujourd'hui, une dynamique d'élargissement de l'Otan à des pays situés au pourtour de la Russie ou dans des zones d'intérêt stratégique pour celle-ci est enclenchée, sans qu'aucune limite n'ait été fixée à ce processus : à la vague de 2004 qui concernait, outre les pays baltes, la Bulgarie, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie a succédé, en 2008, l'affirmation que l'Ukraine et la Géorgie rejoindraient un jour l'organisation puis, en 2009, l'adhésion de l'Albanie et de la Croatie et sans doute bientôt du Monténégro. D'autres adhésions pourraient suivre en application de la politique dite de « porte ouverte ». Or s'il est vrai que tout État est libre du choix de ses alliances, cette liberté ne peut s'exercer au détriment des intérêts de sécurité des autres États. La clarification souhaitée sur ce point par le président Medvedev lorsqu'il proposa en 2008 la négociation d'un traité de sécurité européen a été refusée par les Occidentaux.

69

L'édification par l'Otan d'un système de défense du territoire européen contre les missiles balistiques est également source d'irritation du côté russe. Contrairement aux promesses initiales, aucun engagement concret n'a été pris par l'Otan pour rassurer la Russie sur l'absence d'impact de ce système sur la crédibilité de sa propre dissuasion.

De son côté, Vladimir Poutine, même lors de la brève présidence de Dimitri Medvedev, n'a pas cessé d'accentuer l'orientation anti-occidentale de la politique russe : modernisation accélérée des forces nucléaires et conventionnelles à partir de 2008, riposte disproportionnée à une tentative géorgienne de réoccupation des territoires séparatistes d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie (2008), intensification de la propagande nationaliste et de la répression contre les mouvements politiques réclamant une démocratisation du régime (2011-2013), enfin annexion de la Crimée et soutien à un mouvement séparatiste dans l'est de l'Ukraine, après la chute du président Yanoukovitch, qui venait de refuser un accord de partenariat avec l'Union européenne (2014).

Les responsabilités de cette crise ukrainienne sont principalement russes, mais les pays occidentaux y ont également

contribué : l'accord d'association que proposait la Commission européenne à l'Ukraine dans le cadre du partenariat oriental ne tenait aucun compte des intérêts légitimes de la Russie. Les propositions russes d'intégration de l'Ukraine dans une union économique eurasiatique étaient considérées comme radicalement incompatibles avec le partenariat européen, alors qu'un compromis préservant les liens économiques russo-ukrainiens aurait pu être envisagé. De plus, le partenariat européen présentait une dimension de défense et de sécurité qui ne pouvait qu'inquiéter la Russie. Enfin, même s'il abusait de son pouvoir et pratiquait la corruption à grande échelle, le président Yanoukovitch avait été régulièrement élu dans des conditions démocratiques reconnues par les Occidentaux eux-mêmes. Un compromis conduisant à des élections anticipées avait été négocié grâce à la médiation de la France, de l'Allemagne et de la Pologne. Il a été remis en cause le lendemain de sa signature sous la pression de la foule. Ces circonstances expliquent (sans les justifier) les réactions brutales du président Poutine, d'autant plus qu'aucune démarche n'a alors été faite du côté américain et européen pour apaiser les tensions.

70

En septembre 2015, la Russie intervient en Syrie pour sauver le régime du président Assad. Trois motivations peuvent être discernées derrière cette action : empêcher un nouveau changement de régime soutenu par l'Occident, prévenir l'arrivée au pouvoir de forces islamistes sunnites soupçonnées de vouloir inciter les régions musulmanes de Russie à la rébellion, sauvegarder une présence et des intérêts, notamment militaires.

Au total, la Russie entend « retrouver son rang, être respectée, rejouer un rôle de premier plan en Europe et au Moyen-Orient<sup>1</sup> ». Elle est prête dans ce but à risquer la confrontation avec les États-Unis et leurs alliés.

## **Les dangers de la situation actuelle de confrontation entre l'Otan et la Russie**

À la suite de la crise ukrainienne, l'Otan, qui s'était embourbée dans la gestion des crises, en particulier en Afghanistan, a pu recentrer son discours et ses priorités sur la défense territoriale en espérant y puiser une nouvelle légitimité. Les sommets alliés de Newport (Pays de Galles) (septembre 2014) et de Varsovie (juillet 2016)

---

<sup>1</sup> Hubert Védrine, *Le Monde au défi*, Fayard, 2016, p. 39.

ont défini dans cette perspective un véritable programme de réarmement. Au pays de Galles, l'Otan a décidé d'accroître les capacités de sa force de réaction rapide en portant son effectif à 40 000 hommes. Une force opérationnelle interarmées de 5 000 hommes à très haut niveau de préparation est créée. À Varsovie, ce dispositif est complété par une présence multinationale renforcée à l'avant en Estonie, en Lettonie, en Lituanie et en Pologne sous la forme de quatre groupements tactiques de 1 000 hommes chacun, déployés par rotation de manière à rester dans les limites permises par l'Acte fondateur de 1997.

Les États-Unis renforcent également leur présence en Europe. En février 2016, l'administration Obama dote son *Initiative de réassurance pour l'Europe* (IRE) d'un budget annuel de 3,4 milliards de dollars. Le nombre des brigades blindées de combat américaines stationnées en Europe par rotation passe de deux à trois. Simultanément, l'Otan augmente le nombre de ses exercices (280 en 2015) et organise des manœuvres de grande ampleur.

La Russie n'est pas en reste. Elle continue à moderniser ses forces à un rythme soutenu malgré ses difficultés économiques, le budget de la défense bénéficiant d'une haute priorité. Ses frontières occidentale et méridionale bénéficient d'une attention toute particulière. L'année 2015 a vu l'arrivée, dans le district militaire occidental, de la nouvelle 1<sup>re</sup> armée de blindés et d'une trentaine d'unités militaires de divers types.

Ces déploiements de part et d'autre accroissent le risque d'incidents militaires imprévus susceptibles de dégénérer en affrontement armé. Les forces déployées par l'Otan aux frontières orientales de ses membres sont sans doute trop réduites pour contenir une attaque de grande envergure, mais leur concept d'emploi est dangereux : elles doivent en effet jouer le rôle de « fil déclencheur » (*tripwire*) entraînant une riposte plus que proportionnelle avec des moyens, non seulement conventionnels mais aussi nucléaires. L'Otan a en effet mis l'accent lors de son sommet de Varsovie sur la nécessité de maintenir dans son dispositif aéroterrestre des forces nucléaires tactiques. Les actuelles bombes nucléaires à gravité américaines en dotation dans les forces de quatre pays membres (Allemagne, Italie, Pays-Bas, et Belgique<sup>2</sup>)

---

<sup>2</sup> Ces bombes sont également stockées en Turquie, mais les forces aériennes turques ne semblent pas en mesure de les mettre en œuvre. Elles ne pourraient donc être employées que par l'armée de l'air américaine.

pourraient donc être utilisées dans un scénario de « rétablissement de la dissuasion », en cas d'attaque russe de grande ampleur. Actuellement, ces armes sont largement obsolètes, ce qui rend le scénario peu probable, mais leur remplacement par des bombes guidées à énergie réglable est prévu à l'horizon 2020. À plus court terme, d'autres armes nucléaires américaines, britanniques, voire françaises pourraient également être mises en œuvre.

La dimension nucléaire d'un éventuel affrontement entre la Russie et l'Otan est renforcée par la mise en place du système de défense antibalistique du territoire européen. Lors du sommet de Varsovie, il a été déclaré que ce système dispose à présent d'une capacité opérationnelle initiale. Ses premiers éléments opérationnels sont déployés en Roumanie. D'autres basés en Pologne doivent être déclarés opérationnels en 2018. L'absence de toute concertation avec la Russie et de toute transparence à l'égard de ce pays ne peut qu'accroître la tension et susciter, du côté russe, l'élaboration de scénarios d'attaque préventive. De son côté, le Kremlin met l'accent sur la dimension nucléaire de son dispositif militaire. Le président Poutine a ainsi reconnu que les forces nucléaires russes avaient été mises en alerte lors de l'annexion de la Crimée.

Comme l'a souligné un récent rapport de l'Assemblée parlementaire de l'Otan, « le risque de voir des armes nucléaires utilisées dans la région euro-atlantique n'a peut-être jamais été aussi élevé depuis la fin de la Guerre froide »<sup>3</sup>. Dans la partie de bras de fer dans laquelle la Russie et les États-Unis sont engagés depuis quelque temps aux niveaux régional et international, des erreurs d'appréciation deviennent en effet de plus en plus vraisemblables.

## **Les voies de la reprise du dialogue et de la restauration de la confiance**

Cette spirale de la confrontation entre l'Otan et la Russie est dangereuse pour la sécurité européenne. D'autres solutions que la dissuasion doivent être imaginées pour revenir à une situation moins inquiétante. Plutôt que de s'installer dans une logique d'équilibre entre puissances rivales, il convient d'opter pour une démarche de sécurité coopérative.

---

<sup>3</sup> « La nouvelle posture de dissuasion de l'Otan : du Pays de Galles à Varsovie », par Joseph Day, rapporteur général de la commission de la Défense et de la Sécurité.

## TENSIONS ENTRE L'OTAN ET LA RUSSIE

Les pays occidentaux doivent prendre conscience que le dialogue avec la Russie (comme du reste avec la Chine et d'autres puissances émergentes) est essentiel pour résoudre les conflits du Moyen-Orient et affronter les nouvelles menaces globales que sont la prolifération, le terrorisme et les conséquences du changement climatique.

S'agissant de l'Ukraine, la perspective de son adhésion à l'Otan accroîtrait les dangers de confrontation. Il serait dans l'intérêt de toutes les parties qu'elle reprenne son rôle historique de « pont » entre l'Est et l'Ouest.

Pour ce qui est des relations entre l'Otan et la Russie, l'arrêt du dialogue est une erreur : c'est en effet au moment où les tensions sont les plus fortes que la discussion est la plus nécessaire. Le Conseil Otan-Russie doit reprendre ses travaux en priorité pour mettre un terme aux dangereux incidents aériens et navals constatés dans la période récente. Un accord doit intervenir sur le respect de la lettre et de l'esprit des mesures de confiance et de sécurité déjà décidées dans le cadre de l'OSCE. Ces mesures doivent être renforcées et étendues.

Le même effort de dialogue doit conduire à une relance du désarmement dans les domaines conventionnel, nucléaire et balistique. Les conversations doivent être reprises en vue d'adapter et de remettre en vigueur un dispositif de limitation des armements conventionnels en Europe. Des négociations doivent également s'engager sur les armes nucléaires tactiques. Actuellement les États-Unis disposent de 760 de ces armes dont environ 180 sont déployées en Europe. Le nombre de têtes opérationnelles de ce type possédées par la Russie pourrait être de 2 000. Au retrait des armes américaines d'Europe devrait donc répondre une réduction des armes russes et leur éloignement des frontières occidentales de la Russie. Le Traité russo-américain sur les *Forces nucléaires intermédiaires* (FNI) doit impérativement être préservé, au besoin par l'activation et le renforcement de ses mécanismes de vérification. Enfin, l'Otan pourrait offrir à la Russie des garanties de transparence sur son système antimissile.

\*\*\*

Au sommet de Varsovie de juillet dernier, les pays membres de l'Otan devaient manifester leur volonté de renforcer leur dissuasion et d'engager le dialogue avec la Russie, mais c'est surtout de dissuasion

qu'il a été question. L'Otan est, depuis la fin de la guerre froide, en quête de légitimité. En organisant la participation des États-Unis à la défense de l'Europe, elle contribue sans doute aux équilibres stratégiques sur le continent européen. Mais elle ne convaincra pas les Européens de sa légitimité si elle ne réussit pas à participer, avec une Union européenne plus forte et plus consciente de ses intérêts, à la construction d'une nouvelle architecture de sécurité, où la Russie aura également sa place. De plus, l'Otan ne pourra pas faire elle-même l'impasse sur le respect par ses membres – notamment la Turquie – des « valeurs » dont elle se considère la dépositaire.

*Octobre 2016*

**Résumé**

Les relations entre l'Otan et la Russie n'ont jamais été franchement bonnes, au moins depuis l'intervention alliée contre les forces serbes pour venir au secours des Kosovars sans mandat du Conseil de sécurité des Nations unies (mars-juin 1999). Pourtant, dans les années qui ont immédiatement suivi la dissolution du Pacte de Varsovie et la fin de la guerre froide, la Russie avait semblé se rapprocher durablement des États-Unis et de l'Otan. Aujourd'hui, les relations entre l'Otan et la Russie semblent avoir changé du tout au tout. Quelles sont les causes de ces tensions ? Pourrait-on assister à un affrontement entre forces russes et de l'Otan ? Dans ce cas, comment le prévenir ? Y a-t-il des initiatives qui pourraient conduire à la reprise du dialogue et à la restauration de la confiance dans la perspective d'une nouvelle architecture de sécurité euro-atlantique ?